



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Soutien aux forces de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3130

Texte de la question

SOUTIEN AUX FORCES DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Rémi Delatte.

M. Rémi Delatte. Derrière leurs matricules, il y a des femmes et des hommes qui doutent.

Ceux qui constituent nos forces de l'ordre et de sécurité intérieure doutent du sens de leur mission quand ils entendent des irresponsables prôner leur désarmement quelques jours avant qu'ils aient à intervenir sur des scènes de guérilla urbaine face à des armes lourdes.

M. Jean-Luc Mélenchon. Qu'ont-ils fait ? Rien du tout !

M. Éric Diard. Lisez le journal !

M. Rémi Delatte. Ils doutent de la reconnaissance de la société quand ils font l'objet de procès très injustes en violences, en racisme, en inaction, forcément généralisés, et que, dans le même temps, ils ne reçoivent pas de leur ministre le soutien spontané, ferme et sans ambiguïté qui doit leur être apporté.

Nous saluons le professionnalisme, le sang-froid et l'engagement total des gendarmes, des policiers, de leurs états-majors et, je le dis comme député de Dijon, des préfets. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Jean-Luc Mélenchon. Des factieux !

M. Rémi Delatte. À côté du soutien de la représentation nationale, il manque aujourd'hui aux forces de l'ordre le soutien sans faille de l'exécutif. Ce soutien doit être moral en réaffirmant toute la noblesse des métiers de la sécurité intérieure et la permanence de l'état de droit. Il doit être aussi législatif, par exemple en étendant la qualification d'outrage à toutes les injures et atteintes à leur dignité, même publiques. Enfin, il doit être matériel et financier, alors que, derrière vos chiffres et vos discours, se trouvent encore trop d'équipements et de véhicules qui mettent en danger ceux qui doivent intervenir sur le terrain.

Monsieur le Premier ministre, le soutien du Gouvernement aux forces de l'ordre ne doit plus faiblir ; votre ministre de l'intérieur ne peut plus faillir. Quand allez-vous reprendre les choses en main pour réaffirmer l'État de droit dans ce pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR et sur quelques bancs du groupe UDI-I. – M. Yannick Favennec Becot applaudit également.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Patrick Hetzel. Et bientôt à l'extérieur !

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je vous remercie pour votre engagement fort, clair, net et précis en faveur de nos forces de l'ordre qui, chaque jour, chaque nuit, à chaque instant, répondent présentes dès qu'elles sont sollicitées.

M. Fabien Di Filippo. Vous devriez vous en inspirer !

M. Christophe Castaner, ministre. Ne doutez pas du soutien total de tous les membres du Gouvernement, à commencer par le ministre de l'intérieur, à leur égard. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.* – Exclamations sur les bancs du groupe LR.)

M. Maxime Minot. Alors, arrêtez vos calomnies !

M. Christophe Castaner, ministre. Depuis vingt mois que j'exerce ces responsabilités, je n'ai jamais cessé d'être aux côtés des forces de sécurité intérieure. Depuis vingt mois, y compris dans certaines manifestations au cours desquelles elles faisaient l'objet d'attaques extrêmement violentes, je n'ai jamais nuancé mon soutien par un « mais ». (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Patrick Hetzel. C'est vrai que vous avez soutenu Benalla !

M. Maxime Minot. Et à Dijon, vous y étiez ?

M. Christophe Castaner, ministre. Je ne me suis jamais trouvé du côté des manifestants qui les mettaient en cause l'année dernière, jamais ! Et cela n'est d'ailleurs pas le cas sur tous les bancs.

M. Jean-Luc Mélenchon. Je le confirme !

M. Christophe Castaner, ministre. Ce qui importe, c'est que le soutien soit plein et entier, mais aussi exigeant. Celui-ci doit aussi se traduire dans les faits : là où votre majorité supprimait 12 500 postes, nous avons engagé le recrutement de 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

À aucun moment, vous n'avez approuvé les crédits consacrés à la sécurité intérieure, alors même qu'ils ont augmenté de 1 milliard d'euros depuis 2017. (*Mêmes mouvements.*) Nous devons à nos forces de sécurité intérieure de mettre à niveau tous les équipements dont ils ont besoin.

Mais cet effort ne suffit pas, il nous faut le poursuivre. Je ne doute pas que nous nous retrouverons tous ensemble pour donner corps au Livre blanc de la sécurité intérieure, afin d'établir la sécurité de la confiance entre les Français et leur police, mais aussi de donner aux forces de l'ordre des moyens significatifs et de les défendre sans cesse, comme je le fais chaque jour. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Mme Marie-Christine Dalloz. Nous n'avons pas cette impression !

M. Maxime Minot. Il est meilleur sur la piste du Macumba ! Faites-la chauffer, il va revenir !

Données clés

Auteur : [M. Rémi Delatte](#)

Circonscription : Côte-d'Or (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3130

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 juin 2020](#)